



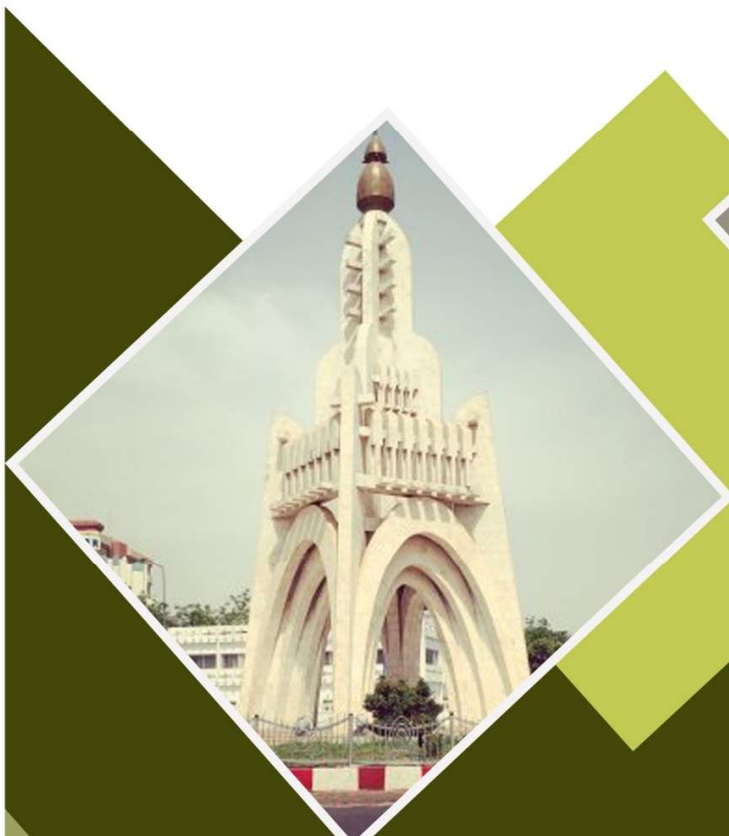
21^{ème} Édition

Forum de Bamako

du 20 au 22 mai 2021

Thème :

**Développement durable
et capital humain : bilan et priorités
opérationnelles pour la transition
au Mali**



TERME DE RÉFÉRENCES

THEME :

Développement Durable et Capital Humain : bilan et priorités opérationnelles pour la Transition au Mali.

Que dénonçaient les manifestants qui, à quatre occasions entre le 5 Juin et le 18 Aout 2020 ,ont pris d'assaut les rues de Bamako à l'appel du *Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP)* ? A en juger par les banderoles déployées lors des manifestations, les griefs que les leaders du M5-RFP retenaient contre le régime du Président Ibrahim Boubacar Keita , qui sera renversé le 18 aout par un coup d'Etat , avaient pour noms la pauvreté, le manque d'emplois ,la faillite du système éducatif, la dégradation du système sanitaire ,la détérioration de la situation sécuritaire au Nord et au Centre du Mali en raison de la rébellion armée et des conflits intercommunautaires ,le tout sur fond d'une corruption, endémique à les en croire, mais surtout symptomatique de la mauvaise gouvernance . A bien y réfléchir, ces griefs tournent autour de la faible valorisation du capital humain malien et des faibles performances des institutions censées assurer à tous les Maliens le bénéfice d'un développement inclusif qui concilie croissance et justice, paix et démocratie, réconcilie les moyens de vivre et les raisons de vivre .Les manifestants privés de ces biens publics que sont l'éducation, la santé, la justice ,la paix ,l'équité sociale et territoriale , et la stabilité se sentaient floués dans leurs droits de citoyens .

Pour faire droit à ces griefs ,le gouvernement proclamait ou réaffirmait son adhésion à une panoplie de mesures de nature à promouvoir la bonne gouvernance ;il réaffirmait par ailleurs sa détermination à mettre en œuvre ou à renforcer des politiques publiques visant à stimuler une croissance endogène, à accélérer la transformation structurelle de l'économie malienne , à créer des écosystèmes favorables aux innovations et à la diffusion de nouvelles technologies ,à augmenter la productivité du travail et ,par conséquent, des revenus :des politiques qui, de l'avis de nombreux analystes, ont favorisé l'émergence d'un certain nombre d'économies dans les pays du Sud et dont, *a contrario*, la faiblesse ou l'absence expliquerait la persistance du sous-développement.

Qu'on analyse la crise malienne sous le prisme des manifestants ou celui du gouvernement on constate qu' au cœur des processus auxquels renvoient les griefs des manifestants et les réponses gouvernementales figure « le capital humain ». Satisfaire la demande en la matière ou, à tout le moins, envoyer des signaux forts pour exprimer la volonté politique des nouvelles autorités maliennes de s'engager sur le terrain de la valorisation du capital humain constitue un impératif majeur pour le Gouvernement de la Transition.

Sans se laisser aller à procéder à un décryptage/déconstruction de la notion, que l'école de pensée radicale lit comme un oxymore imposé par le discours libéral, il n'est pas inutile de souligner que la signification du concept de capital humain a évolué au cours des six dernières décennies.

A l'origine, le concept désigne « le stock de connaissances et des savoir-faire valorisables économiquement et incorporés dans chaque individu »¹; il met en évidence l'influence positive et cumulative qu'exercent en particulier l'enseignement, la formation professionnelle et l'expérience sur l'efficacité économique, sur la préservation de l'environnement comme sur la santé, sur la nutrition et sur l'hygiène.

Aujourd'hui, le périmètre couvert par le vocable de capital humain est plus large car le capital humain est de plus en plus associé aux concepts de « capacité » (Amartya Sen), de « renforcement des capacités » (CAD-OCDE), de « capital culturel » ou de « capital social » (Pierre Bourdieu), toutes notions qui convoquent la justice sociale, les droits individuels et collectifs, le renforcement organisationnel, les conquêtes politiques et sociales des femmes ou des minorités, les systèmes de reproduction sociale. Le concept apparaît surtout comme étant indissociable des autres formes de capital requis pour le développement: capital physique, capital financier, capital naturel, capital social, capital public.

C'est dans cette acception qu'il sera abordé dans ce texte qui postule que les défis majeurs du Mali, et, au-delà du Mali, de la région sahélienne, sont, en dernière instance, des problèmes de développement humain. Pour cette raison, le développement du capital humain doit être la base de « la pyramide de l'émergence »², la clé pour desserrer les contraintes au développement actuelles, libérer les énergies créatrices et donner aux processus de transformation structurelle des économies et des sociétés un contenu véritablement humain. Cette centralité du capital humain est développée dans la section qui suit. L'organisation pratique du séminaire fera l'objet de la section suivante.

I. Centralité du capital humain dans les défis du développement .

D'abord vivre longtemps et en bonne santé, ensuite acquérir des connaissances et des savoir-faire, et, enfin, accéder aux ressources nécessaires pour disposer d'un niveau de vie décent: tels sont les trois principes du développement humain défini par la communauté internationale comme « *un processus visant à élargir les possibilités offertes aux individus* »

¹ Theodore Schultz, Gary Becker, 1961

² Voir les conclusions des trois éditions (2015, 2017, 2019) de la Conférence Internationale sur l'Émergence en Afrique co-organisées par le PNUD, la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement

Dans le contexte africain, et singulièrement celui du Sahel, cinq défis majeurs se rapportant peu ou prou au capital humain ont été identifiés par les précédentes éditions du Forum de Bamako

1. Demographie : la lenteur de la *transition démographique* fait que la population est en majorité *jeune*, ce qui induit une demande en services sociaux très importante

2. Economie : le ratio de *dépendance démographique* est très élevé et rogne sur les capacités d'*épargne* des ménages

3. Structures sociales : la transition ou *l'émancipation sociale*, pour désigner le passage du statut de cadet à celui d'ainé, est rendue difficile en raison de la *précarité* qui frappe nombre de groupes sociaux, singulièrement les femmes et les jeunes qui constituent pourtant la majorité démographique des pays de la région.

4. Pouvoirs politiques : l'exercice des *libertés individuelles et collectives* est grandement fonction du *capital culturel* et des *capacités organisationnelles* des groupes sociaux à négocier des espaces et des modalités d'expression qui leur soient favorables.

5. Environnement : la *gestion des communs* est rendue difficile par la multiplicité des règles et systèmes juridiques et des statuts les régissant ; en l'absence d'une justice forte, la force devient source de droit.

Dans chacune de ces sphères, on retrouve donc le capital humain soit dans la conception classique, initiale, du terme ; soit dans la conception plus récente, plus riche et prédominante aujourd'hui, de capacités, le renforcement des capacités désignant en l'occurrence un « processus par lequel les individus, les organisations et la collectivité dans son ensemble libèrent, créent, renforcent, adaptent, préservent les capacités au fil des ans »³. Il n'est dès lors pas abusif de dire que le capital humain, individuel et collectif, est le fil d'Ariane qui relie entre eux les divers pans de la vie en société et qu'à ce titre son développement peut être considéré comme l'aune à laquelle il convient de mesurer les progrès socio-économiques et socio-politiques. Cette centralité du capital humain et le relèvement de son statut expliquent le recours de plus en plus fréquent à l'Indice de Développement Humain (IDH) et pas au seul PIB pour mesurer les progrès, à la sécurité humaine et non à la seule sécurité des Etats pour apprécier la gouvernance dans un pays.

³ CAD-OCDE, 2014

Le Programme d'action du Gouvernement de la Transition (PGT) issu des concertations tenues du 10 au 12 Septembre entre les forces vives de la nation semble s'inscrire dans cette mouvance car lorsqu'on l'examine, on ne peut manquer d'être frappé par le fait que son succès dépend dans une très large mesure de la quantité et de la qualité du capital humain, que le gouvernement de transition pourra mobiliser soit sous la forme des connaissances individuelles et collectives (capital culturel et capital social), soit sous la forme de capacités institutionnelle (expertises, procédures, systèmes, performances de diverses entités).

L'Axe 1 : **le renforcement de la sécurité humaine** requiert des *capacités* pour comprendre les enjeux de l'Accord issu du processus d'Alger, condition première pour l'accélération du processus de Désarmement-Démobilisation-Réinsertion (DDR) qui devrait garantir une certaine stabilité. Le DDR lui-même est, par le volet réinsertion, un problème de reconversion, de *valorisation du capital humain* que représentent les ex-combattants démobilisés

L'Axe 2 : **la promotion de la bonne gouvernance** fait référence à « l'utilité sociale de l'Etat à travers la fourniture des services sociaux de base ». Sous-jacente à cette idée d'utilité sociale de l'Etat, il y a celle du contrat social entre l'Etat et les communautés de base. *L'éducation et la culture* sont, à cet égard, des domaines prioritaires car elles constituent des véhicules privilégiés de *promotion de la citoyenneté et du civisme*. La bonne gouvernance requiert, par ailleurs, des *capacités*, ne serait-ce que pour la « *rationalisation des dépenses publiques* » et pour « *l'audit de la gestion des fonds ... dans le cadre des lois d'orientation et de programmation* », deux actions jugées prioritaires par le PGT

L'axe 3 : **la refonte du système éducatif** définit comme priorités des « *assises nationales sur l'éducation* », en vue d'une refonte du système éducatif. Mais il convoque une autre dimension du capital humain : la *capacité à faire travailler ensemble gouvernements et « partenaires sociaux ... en mettant en place un cadre de concertation régulier »* dont une des premières réalisations serait la négociation d'un « moratoire »

L'axe 4 : **les réformes politiques et institutionnelles** requièrent typiquement des *capacités* en matière de réforme du système électoral, réorganisation territoriale, réforme constitutionnelle ; mais elles requièrent tout autant des capacités de négociation avec des forces politiques concurrentes pour les faire adhérer, et de façon consensuelle autant que possible, à des règles de bonne conduite pour prévenir les différends et les gérer de façon pacifique si malgré tout ils viennent à éclater.

L'axe 5 : **l'adoption d'un pacte de stabilité sociale** a pour but ultime de corriger les disparités de ressources et de pouvoirs au sein de la société malienne qui se

traduisent par une dévalorisation de certains groupes sociaux (femmes, catégories serviles, autorités coutumières, autorités religieuses), voire une perte/liquidation/exclusion ou auto-exclusion du capital humain de certains autres (groupes radicaux maliens, déplacés et réfugiés). Des *capacités d'analyse des dynamiques sociales et politiques* dans une société en transition sont donc requises.

L'axe 6 : **l'organisation des élections générales** requiert typiquement des *capacités administratives* et des compétences managériales, que ce soit pour l'élaboration d'un chronogramme ou l'organisation pratique des opérations référendaires et des élections générales.

Le séminaire envisagé pourrait donc avoir comme titre générique : **Développement durable et capital humain : bilan et priorités opérationnelles pour la Transition au Mali.**

II . Organisation pratique du séminaire

Pour couvrir le sujet ,trois plateaux/panels ,d'une heure chacun, seront organisés .Ils porteront sur :

- *-Éducation/formation :*

La refonte du système éducatif de façon à l'articuler davantage aux réalités et aux besoins de la nation malienne dans son unité et sa diversité ferait l'objet d'un panel. L'articulation entre les différents types (formel et informel) d'éducation/formation serait aussi traitée par ce panel.

- *-Emploi :*

Les diverses catégories d'emploi (emploi salarié, auto-emploi, économie familiale, emploi dans le secteur non formel) seront examinées en sachant qu'au-delà de la satisfaction personnelle, les emplois façonnent les identités et les relations entre les individus à travers des réseaux

- *-Capacités de planification et de pilotage des politiques publiques .*

Parmi les domaines/secteurs prioritaires figureraient le développement économique (agriculture, industrie, infrastructures, énergie) le développement social (santé, autonomisation des jeunes et des femmes, valorisation des arts, des cultures et du patrimoine maliens) et la gouvernance.

Chaque panel durera une heure et sera animé par trois personnes-ressources :un président de séance et deux présentateurs .Une de ces personnes-ressources devrait être une femme. Autant que possible, ces trois personnes-ressources proviendront du secteur public, du secteur privé et de la société civile, le but étant

de donner aux panels un caractère inclusif. Dix minutes seront allouées au Président pour introduire et conclure les travaux du panel, trente minutes aux deux présentations et vingt minutes aux contributions et questions des participants.

Les communications seront distribuées aux participants trois jours avant le panel et les exposés faits en salle en seront simplement des résumés mettant l'accent sur les points saillants ou anticipant des questions éventuelles . Les participants auront aussi la possibilité de poser leurs questions avant le panel de façon à permettre aux présentateurs de les prendre en charge dans leurs exposés introductifs.